

Renonciation à la subvention salariale;

**PLUS D'UN MILLION DE RAISONS  
D'EXIGER UN REMBOURSEMENT!**

CIRCONSCRIPTION DE MONTARVILLE, le 4 septembre 2020 – Alors que les libéraux ont annoncé qu'ils ne demanderaient pas de versements additionnels de la subvention salariale d'urgence à leur intention, le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a fait écho aux propos du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, qui exigeait que le premier ministre Trudeau aille jusqu'au bout de sa logique et rembourse les sommes reçues jusqu'à présent dans le cadre du programme afin qu'elles servent aux entreprises en difficulté.

«En faisant cette annonce, le premier ministre admet d'emblée que sa demande initiale était inacceptable aux yeux des contribuables et essaie maintenant de calmer le jeu sans devoir rembourser les 850 000\$ acquis grâce aux failles de son propre programme d'aide. Ce n'est pas suffisant de se contenter de cesser de piger dans l'argent des contribuables: il faut rembourser chaque sou», affirme Yves-François Blanchet.

Le programme de subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), est destiné à soutenir les entreprises qui peinent à poursuivre leurs activités, en finançant une portion des salaires d'employés, autrement condamnés au chômage. Or, tous les partis politiques fédéraux, à l'exception du Bloc Québécois, se sont prévalus du programme afin de subventionner le salaire de leurs employés partisans à même la subvention plutôt qu'en se fiant aux contributions politiques de leurs sympathisants comme c'est habituellement le cas.

Le nouveau chef conservateur, Erin O'Toole, a été le premier à promettre de rembourser les montants reçus. «Tous les chefs de partis devraient profiter de l'occasion pour s'engager formellement à rembourser chaque dollars dont ils ont profités à partir de la SSUC. Malheureusement, trop d'entreprises et d'organismes éprouvent toujours beaucoup de difficulté à se qualifier pour bénéficier de cette mesure destinée à favoriser le maintien en emploi... tandis que des partis politiques y ont été aisément admissibles! C'est à croire que ce programme avait été conçu dès le départ pour permettre aux partis politiques d'y piger allègrement... Revenons à l'essentiel et aidons les entreprises à passer à travers la crise et les travailleurs à conserver leur emploi», de dénoncer M. Bergeron.

Rappelons que le Bloc Québécois est le seul parti fédéral à ne pas avoir demandé cette subvention.

– 30 –

**Source:** Pascale Guilbault, agente de communications  
Bureau du député Stéphane Bergeron  
@ [pascale.guilbault.349@parl.gc.ca](mailto:pascale.guilbault.349@parl.gc.ca)



# COMMUNIQUÉ DE PRESSE POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

☎ 450 922-BLOC (2562)